

publiquement fait savoir que le Canada était en faveur des efforts de paix déployés dans la région. Peu après la signature de l'accord du 7 août, le SEAE a exprimé son assentiment et annoncé que notre pays était disposé à aider les parties à le mettre en oeuvre en fournissant des conseils techniques sur les mesures de vérification et de contrôle. Quelques jours plus tard, deux représentants du Canada se sont rendus dans la région pour communiquer l'offre directement à chacun des gouvernements et pour discuter avec eux des autres mesures que notre pays pourrait prendre. Par la suite, des dignitaires canadiens ont consulté plusieurs gouvernements européens, y compris celui de l'URSS, au sujet du processus de paix en général et de l'accord de Guatemala.

À la fin de septembre, à l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations-Unies, M. Clark a confirmé la volonté du Canada de contribuer au processus de paix: "C'est aux parties au conflit qu'il appartient de régler les différends, mais le Canada est prêt à contribuer au processus de toutes les manières directes et pratiques étant à sa portée." Il a par ailleurs réitéré l'interprétation de notre pays quant aux causes du conflit et aux solutions à y apporter:

Nous avons déjà dit que la cause fondamentale de la crise centraméricaine est la pauvreté, et non les idéologies, qu'il faut essentiellement favoriser le développement, et non intensifier l'activité militaire, et que l'intervention de puissances extérieures ne fera qu'aggraver les tensions.

Les démarches diplomatiques effectuées à l'occasion de la signature de l'accord et l'appui "direct et pratique" offert par le SEAE confirment un renforcement de la politique établie du Canada envers l'Amérique centrale. Tout comme le groupe de Contadora, notre pays a toujours soutenu que les causes de la crise étaient d'ordre social, économique et politique. Par exemple, devant l'Assemblée générale des Nations-Unies en 1985, le Canada a fait la déclaration suivante: "À nos yeux, le chaos existant en Amérique centrale est d'abord et avant tout attribuable à l'injustice sociale et économique ainsi qu'aux frustrations éprouvées par le peuple face à l'incapacité des gouvernements d'instituer des réformes susceptibles de lui permettre de satisfaire à ses besoins primaires."

Le gouvernement s'est aussi déclaré à maintes reprises en faveur du dialogue et de la réconciliation et contre la militarisation. Il reconnaît les intérêts légitimes des États-Unis en matière de sécurité, mais il est opposé à l'intervention de tierces parties dans le conflit et à l'apport d'aide militaire extérieure aux forces rebelles. Dans une allocution qu'il a prononcée devant l'*Inter-American Press Association* en septembre 1986, le premier ministre Mulroney a fait savoir que "le Canada désapprouvait tout pays qui fournissait des armes à l'une ou l'autre des